

DU PAREIL AU MÊME ?

Comme dans le cas d'un enfant qui va naître, on se demande
auquel des deux «parents» ressemblera la nouvelle Allemagne.

PAR MADELEINE POULIN

ON PEUT DIRE MILLE CHOSES À PROPOS DE l'unification allemande. On peut faire de l'économie, ou de la sociologie. On peut faire de l'histoire, de la futurologie, ou encore de l'angoisse. Mon interlocuteur, lui, n'en est pas encore là. Pour Claude Cheysson, ancien ministre socialiste des Relations étrangères de France, l'hypothèse d'un éventuel rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, est plus qu'une boutade. C'est une façon de dire : «De quoi sont-ils encore capables ?» Et chez ce haut fonctionnaire qui a été commissaire européen à Bruxelles, ce qui se manifeste, c'est un agacement certain devant la façon de procéder, devant le rouleau compresseur ouest-allemand qui a foncé à toute vitesse dans l'union monétaire et politique, sans égard pour le fragile équilibre économique est-allemand («C'est une colonisation!» dit-il) et sans égard, surtout, pour l'échafaudage délicat du projet européen.

Les dirigeants allemands actuels ont beau le jurer, la France se demande si l'Allemagne restera aussi disponible pour l'édification de l'Europe de demain. Elle aura tant à faire chez elle. Et après, sera-t-il encore possible de diluer sa puissance dans le grand bain européen. «Une Allemagne unie dans une Europe unie», affirmait le chancelier Kohl. Oui, mais pour l'Allemagne c'est déjà fait, alors que pour l'Europe, c'est encore loin de l'être.

Dans le salon parisien ouvert sur les jardins du Luxembourg, il y a un malaise. L'Allemagne, garante de la sécurité en Europe, ou facteur d'insécurité ? Claude Cheysson ne sait pas. C'est la seule question qui l'intéresse, mais il répète : «Je ne sais pas.»

Comment le savoir, puisque l'on ne sait pas encore à quoi va ressembler l'Allemagne. On pourrait répondre tout simplement que ce sera une RFA élargie, qui aura pris 16 millions d'habitants, comme on prend des kilos, pour en peser désormais 78, sans que sa personnalité ne change, puisque l'ancienne RDA a accepté d'être digérée et de ne rien garder de ses structures politiques, économiques et juridiques.

Mais même en Allemagne de l'Ouest, on ne parierait pas là-dessus. D'abord, parce que l'expérience est absolument sans précédent. Et ne serait-ce que sur le plan économique, le plus quantifiable, la digestion est encore difficile à prévoir.

quille de Berlin-Ouest, l'économiste Heiner Flassbeck rappelle que l'Allemagne de l'Est a connu en quelques mois une révolution politique, suivie de deux chocs économiques brutaux : l'introduction soudaine de l'économie de marché, et, surtout, l'extrême appréciation de sa monnaie, qui est passée d'un taux non officiel, mais réel, de 4,4 pour un, à la parité avec le Deutschmark. Cela ne s'est jamais fait dans aucun autre pays, souligne Flassbeck. Évidemment, les citoyens de l'Est ont eu le plaisir d'échanger contre un mark lourd capitaliste chaque mark léger communiste qu'ils avaient économisé (jusqu'à un certain montant, selon le groupe d'âge), mais l'effet a bien sûr été désastreux pour les entreprises de l'Est, qui ont cessé du jour au lendemain d'être compétitives.

D'où le chômage, le désenchantement, les manifestations nombreuses, à l'Est. Ses habitants savent déjà qu'ils seront encore longtemps les parents pauvres.

«Croyez-vous qu'il soit agréable d'être avalé ?» avait demandé Louis II de Bavière au moment de la première unification organisée, celle-là, par le chancelier Bismarck, en 1871. Mais de son côté, Guillaume I, l'aveur, n'avait rien trouvé de mieux à dire, rapporte-t-on, que «C'est le jour le plus triste de ma vie.» Pourquoi ? Parce qu'il craignait de voir les vertus prussiennes diluées et noyées dans une grande Allemagne. Cette crainte, elle existe aujourd'hui, dans ce qui fut la RFA.

Il s'agit d'autres valeurs, aujourd'hui, bien entendu. Et si des penseurs ouest-allemands craignent pour elles, c'est qu'ils les soupçonnent d'être fragiles, parce que récemment acquises. Elles se résument en un mot : démocratie. Après Bismarck et les kaisers, après le bref intermède malheureux de la République de Weimar, après Hitler, les Allemands de l'Ouest ont en quelque sorte reçu la démocratie des mains des alliés occidentaux victorieux. Est-elle beaucoup mieux ancrée chez eux que le socialisme totalitaire ne l'était chez les Allemands de l'Est qui, eux, avaient eu ce cadeau du vainqueur soviétique et qui viennent de dire «Non, merci». C'est une question que certains osent poser.

Georgia Tornow est une jeune femme élégante qui dirige *Die Tageszeitung*, familièrement appelé «Taz», le journal le plus «dérangeant» de Berlin-Ouest, véhicule de toutes les idées neuves. «Nous avons fait ici, en RFA, l'expérience de la démo-

cratie, comment elle fonctionne, avec ses «checks and balances», ses groupes d'intérêts, etc. Mais en RDA, même les plus actifs politiquement n'ont pas du tout ces notions à l'esprit quand ils tentent d'imaginer un régime politique efficace. Ils ont vécu pendant tout ce temps comme sous une cloche à fromage».

Georgia Tornow est impatiente. Pour elle, les 16 millions de nouveaux concitoyens vont retarder la marche de l'Allemagne vers la société du futur telle qu'elle en rêve. Ils vont vouloir une sécurité sociale à toute épreuve et le plein emploi, dit-elle, plutôt que les formules plus souples de l'avenir, qui feraient une place à la qualité de la vie. À d'autres yeux, ceux d'une gauche perpétuellement inquiète, la question paraît plus grave encore.

DIETER ESCHE EST NÉ PENDANT LA GUERRE. IL A fait le parcours de gauche en passant par le parti Vert. Il compte parmi ces nombreux Allemands qui se méfient des Allemands... qui expriment des doutes sur la profondeur du sentiment démocratique en Allemagne fédérale, qui s'étonnent que celle-ci soit perçue dans les pays de l'Est comme une société démocratique exemplaire. Mais cette méfiance est encore beaucoup plus grande face à leurs 16 millions de frères qui viennent grossir les rangs de l'Allemagne. Dieter évoque les vieilles traditions de la Prusse autocratique, berceau de la RDA, auxquelles sont venues se greffer depuis quarante ans les habitudes d'obéissance à l'état totalitaire. Il n'écarte pas la possibilité que cela change l'Allemagne fédérale. Il craint par-dessus tout une influence négative favorable à l'émergence d'un nouveau nationalisme.

Le nationalisme, c'est le péché originel. «On a toujours compris que la division était le résultat du nazisme, de la guerre que l'Allemagne a livrée contre toute l'Europe, des crimes allemands. Il fallait vivre avec ça. C'était une forme d'expiation.»

Voilà comment, me dit-il, les intellectuels de gauche ont laissé à la droite la question nationale, la question de l'unification allemande, plutôt que de la prendre en main et de lui imprimer une marque plus démocratique. Auraient-ils pu le faire ? En tout cas, le triomphe de la méthode Kohl renforce encore un peu plus chez eux le sentiment de culpabilité.

Si l'on passe la porte de Brandebourg pour se rendre à l'Est, soit de l'autre côté de cette espèce